

## B - LE STADE SUPRÊME DE L'UNITÉ

Impulsée du sommet des hiérarchies résistantes, fondée sur les aspirations de la base et de la masse, l'unité de la Résistance est pourtant difficile à construire. Elle est sans cesse remise en question. Les étapes zigzagantes qui y conduisent sont semées d'embûches et d'obstacles. Elle n'a rien de la marche triomphale que le mythe suppose. Elle n'est pas exempte d'arrière-pensées et n'élimine pas la volonté de dominer, des uns ou des autres. Les problèmes ne se posent pas au niveau des principes. L'unité est difficile à réaliser aux échelons intermédiaires de la Résistance. Ce sont ceux des responsabilités, des rivalités et des méfiances, toutes aussi concrètes les unes que les autres. En R2, les niveaux régionaux, départementaux, parfois locaux, offrent un bon panorama de ce qu'est l'unité de la Résistance, toujours souhaitée, parfois faite, plus souvent restant à faire.

### 1 - Comités de la France Combattante et Comités locaux de Libération (CLL)

Grâce à l'avance prise dans ce domaine et à l'appui de la Résistance extérieure, les MUR dominant, en 1943, les institutions de la Résistance. Ils ont une vocation hégémonique. Ces institutions sont leurs institutions. Ils n'ont pas encore de concurrents sérieux.

Le PCF ne peut rivaliser. Il ne le veut pas vraiment. Il n'a pas encore atteint une influence telle qu'il puisse se montrer très exigeant. Sa ligne politique reste finalement hésitante. Il ne s'arc-boute pas sur la conception, non moins hégémonique, du FN encore défendue au début de l'année. Il participe au mouvement unitaire, mais ne peut imposer les Comités de la France Combattante, préconisés dans l'été<sup>1</sup>. Faisant la part du feu, la question est tranchée en zone Sud au début 1944. L'accord passé entre le CD des MUR et celui du FN distingue les CDL de ces comités qui ne pourront avoir d'existence qu'à un échelon local (inférieur au département)<sup>2</sup>. On les admet comme une sorte d'équivalence des Comités locaux de la Libération, là où le Parti communiste est majoritaire.

Malgré quelques velléités, aucun comité de la France Combattante n'a été constitué dans le Var. Quant aux CLL, la plupart ne sont mis sur pied qu'à la Libération ou guère avant. Il y a cependant quatre exceptions, dont une qui est plutôt un contre-exemple.

Le premier embryon de comité local de Résistance voit le jour au début 1943. Curieusement, c'est dans le Haut-Var, dans la petite bourgade d'Aups qui ne connaît pourtant

---

1. Ils apparaissent dans *L'Humanité* du 25 mars 1943 (S. COURTOIS, *op. cit.*, p. 335) et, localement, dans *Rouge-Midi* de juillet et le tract " *Grève générale pour assurer le pain quotidien* " (mi-septembre, interrégion du PCF).

2. Accord reproduit par *Le Patriote* (zone Sud) de février 1944. Voir H. NOGUÈRES, *op. cit.*, t. 4, p. 348-349.

encore aucune action résistante perceptible (propagande ou autre). Mais la Résistance organisée y est précoce à cause des liens qui unissent cette station d'été à la bourgeoisie littorale. Quelques fortes personnalités résistantes y ont une résidence, à commencer par Charles Boyer, l'un des animateurs du réseau Brutus, l'ancien conseiller général du canton, qui se partage entre Aups et Marseille. C'est lui qui a créé, avec Paul Custaud de Toulon, en janvier 1943, une commission de trois membres pour préparer la future administration du village. Custaud la lui fait élargir à cinq participants en l'ouvrant aux représentants socialiste et communiste<sup>3</sup>. Nous sommes au printemps 1943 et l'on reproduit à Aups ce qui vient d'être mis sur pied sur le plan départemental.

C'est ce qui se fait, à plus grande échelle, à Hyères, à ce moment-là, autour de Picoche. Il rassemble dans un comité toutes les composantes de la lutte clandestine en réservant cinq sièges pour les MUR qui viennent de se créer, trois pour le PC et le FN et un pour les socialistes. Cette structure unitaire va, dès lors, diriger effectivement la Résistance locale au point que le FN (en fait, le PC local) apparaît dans les témoignages comme une composante des MUR et de l'AS et ne remettra pas cette intégration en cause, même lorsqu'il s'agira de composer la future municipalité<sup>4</sup>. Une telle unité est si exceptionnelle qu'elle pose quelques questions. On se demande pourquoi la section d'Hyères du PCF qui est pourtant l'une des plus active semble renoncer ainsi à disputer l'hégémonie politique aux MUR. Est-ce à cause d'un rapport de force favorable dès le départ (en particulier sur le plan militaire) ? Ou à cause de l'absence de personnalités capables de relayer les hommes que les mutations ou les arrestations ont enlevés à la localité ?

Des conditions assez harmonieuses, mais inverses, se retrouvent dans le secteur du golfe de Saint-Tropez. Là, le FN prolonge l'intégration militaire réalisée dans la Brigade des Maures et les contacts noués avec les MUR par la création d'un comité intercantonal de Libération, le seul de ce type dans le Var, mais qui est l'expression renouvelée du particularisme du Fraxinet (cantons de Saint-Tropez et de Grimaud). Constitué assez tard, en mai 1944, ce comité est présidé par Girard (FN, radical, maire de Saint-Tropez) et comprend

---

3. P. Custaud et A. Bourjea, tém. cit. Ce dernier, membre de Libération et socialiste, remplacera le troisième fondateur, M. Ruaux, son beau-père qui meurt en mai 1944. Le représentant socialiste est André Peyre, ancien conseiller d'arrondissement, membre de l'AS, et celui du PCF est Lucien Archier, qui a remonté le Parti clandestin.

4. L. Picoche, *Rapport sur la formation...*, op. cit. et G. ROUX, *op. cit.*, p. 27-33 et *Le Petit Varois-La Marseillaise*, 17 août 1944, "Souvenirs de Résistance" d'A. Mancini. Le CLL siège au lieu de réunion habituel de la Résistance, le *Bar de l'Oasis*. Outre L. Picoche (Combat), en sont membres Y. Mell (ex-PSOP, Libération), F. Couissinier (SFIO, Franc-Tireur), Tisserand (AS), A. Mancini (FN, PCF) que nous avons déjà rencontré, et Edouard Cordier (ancien conseiller général et ancien adjoint, SFIO, futur maire à la Libération), Marcel André (Combat-AS), Léon Allègre (PCF, CGT), Paul Chabot (PCF).

trois communistes (PCF, CGT et FUJP), trois socialistes (MLN, AS, SFIO), plus Despas pour les F.T.P. ce qui donne la majorité à l'ensemble composite PC- Front national<sup>5</sup>.

Par contre, Draguignan présente un cas de figure différent, justement parce que le rapport de force n'est pas si simple et les responsables si souples. Les relations MUR-PCF commencent elles aussi au printemps 1943 et prennent un tour officiel avec l'entrée du PCF dans la rédaction de *Résistance*, le journal des MUR de l'arrondissement, à partir de juillet 1943<sup>6</sup>. On remarquera, encore une fois, la place que tiennent les mois de juin-juillet 1943 dans la construction de l'unité de la Résistance, ce qui n'est indépendant ni de la fusion dans les MUR, ni de la ligne du PCF. Mais, à Draguignan, le développement de la Résistance communiste se heurte sur le plan politique à des positions socialistes fortes. L'unité révèle sa fragilité quand les communistes diffusent, en novembre, un tract (“ *Contre la déportation de la classe 43* ”), signé par un *Comité français de la Résistance* qui regroupe les branches de la nébuleuse qu'ils animent. Les relations avec les MUR ne sont pas encore remises en cause, mais, dès que le CLL est créé en mars 1944, il est tout aussitôt déchiré par les divergences politiques.

On constatera l'absence de structures communes ailleurs, y compris dans des villes comme Fréjus, Saint-Raphaël ou Brignoles. Cela tient à la composition assez simple de leur Résistance, politiquement dominée par les socialistes. L'avenir municipal de la Seyne pose d'autres problèmes et l'on ne se presse pas de les mettre sur la table. Quant à Toulon, la présence du CDL rend inutile, jusqu'à la Libération (et même après), la création d'un CLL particulier, la direction départementale de la Résistance se confondant, surtout chez les MUR, avec la direction toulonnaise.

## 2 - La création du Comité consultatif de la Résistance

Ce Comité constitue l'un des titres de gloire de la Résistance varoise. À juste titre. C'est, en effet, un résultat politique majeur que d'être parvenu à le mettre sur pied. La fierté est d'autant plus forte qu'on le considère comme le premier comité de ce type réalisé en France. Ainsi le Var aurait créé la première préfiguration des CDL. Il arrive que l'on caresse même l'idée d'avoir servi de modèle, “ *l'initiative varoise ayant fait école* ”<sup>7</sup>. Le patriotisme local dût-il en souffrir, il faut reconnaître que les études départementales ne sont pas avancées (ou

---

5. J. Despas, tém. cit. Le Comité comprend, en plus de Girard et Despas, A. Vatinet (SFIO, AS), Paul Grangeon (FUJP, PCF), Coulet (SFIO, MUR), ainsi que Charles Negro (CGT, remplaçant d'Augustin Grangeon à la tête du PCF), Aristide Loiseau (SFIO), et Marius Ocelli (PCF).

6. J. Cazelles, tém. cit. Il a pris contact avec le PC par l'intermédiaire d'Eugène Dozoul.

7. *Nice-Matin*, 25 août 1969, article de F. Arnal.

diffusées) à un point tel que l'on puisse infirmer ou confirmer l'antériorité varoise<sup>8</sup>. Quant à son rôle exemplaire, s'il est effectif par rapport aux départements voisins, rien ne permet d'extrapoler jusqu'à en faire le creuset de la conception des CDL.

Mais là n'est pas l'essentiel. Même si nous ne croyons guère à une initiative purement locale, la précocité du comité suffit à en faire quelque chose de remarquable. Le comité varois apparaît en effet dans sa première mouture au printemps 1943, alors que les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône ne connaissent aucune initiative de ce genre et que leurs CDL ne seront formés, respectivement, qu'en décembre et en janvier suivants<sup>9</sup>.

L'initiative de rassembler toutes les composantes varoises de la Résistance revient à Henri Sarie et Frank Arnal. Elle participe d'un courant unitaire qui parcourt la Résistance gaulliste à ce moment-là et qui aboutit à la création du Conseil national de la Résistance (sa première réunion date du 27 mai). Les MUR sont hégémoniques et l'unité qu'ils conçoivent sert à conforter cette position dominante. Il en est ainsi du comité varois. Émanation des MUR, il leur laisse une large majorité par leurs représentants directs ou ceux des familles d'esprit voisines. Il offre naturellement une place au Parti socialiste. Ces deux particularités suffisent d'ailleurs à le distinguer des comités qui se formeront plus tard dans d'autres départements.

Le point de départ de cette création est la préparation unitaire du 1er mai 1943, qui n'est pas une originalité varoise<sup>10</sup>. Celle-ci résiderait plutôt ailleurs. D'abord dans le fait (négatif) que cette journée n'est marquée par aucune grève ou manifestation et qu'elle ne revêt pas le caractère de “ *journée nationale de protestation contre la déportation* ” que les directions nationales auraient voulu lui donner. Mais aussi dans une conséquence (très positive) : l'institutionnalisation du cadre unitaire qui a servi à cette préparation.

Le légendaire est fixé par la plaque que les survivants ont apposée trente ans après au *Clos Lagier*, premier lieu de réunion, dans les faubourgs ouest de Toulon (quartier Bon Rencontre-Le Pont Neuf)<sup>11</sup>. Elle fournit une composition du comité qui ne correspond pas à

8. Mais il existe en Isère, à la même époque, un Comité de la France combattante qui paraît jouer un rôle identique au comité de coordination varois avec des représentants du PCF, du FN et des MUR. Il fonctionne en mai 1943 et, dès la clandestinité, se targue d'être le “ *1er comité de la Résistance créé dans la métropole* ” (rapport du chef MUR de l'Isère au délégué du CFLN, 21 mai 1944, in P. BOLLE, *op. cit.*, p. 281). Ce comité, qui compterait plus d'une dizaine de membres, est pourvu d'un exécutif à trois en juin 1943, devient CDL le 25 janvier 1944, seulement. Peut-être le comité varois est-il le premier à s'être transformé en CDL ?

9. Sur celui des Alpes-Maritimes, J.-L. PANICCACCI, “ Le Comité départemental de Libération des Alpes-Maritimes (1944 - 1947) ”, *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale* n°127, juillet 1982, p. 77 et suivantes.

10. H. NOGUÈRES, *op. cit.*, p. 381 : signature d'un tract commun aux directions MUR, PS, MOF, PC et FN de zone Sud, appelant à une grève d'un quart d'heure et à des manifestations.

11. Reproduite in V. MASSON, *La Résistance ... op. cit.*, p. 40. Inaugurée le 7 septembre 1974. Le légendaire est fixé d'abord par un article que F. Arnal fait paraître le 25 août 1969 dans *Nice-Matin*, Le Comité Départemental de la Libération, avec la liste “ officielle ” des membres et une version édulcorée des

celle des débuts et entérine le 23 avril 1943 comme point de départ. Pourtant, Frank Arnal hésite, dans son témoignage d'après-guerre, entre cette date et le 6 mai et Henri Michel fixe le point de départ au mois de juin suivant. Ces incertitudes traduisent bien la mise en place progressive de ce qui allait devenir une institution. Écorner le mythe ne lève rien à la valeur des hommes et de leur initiative.

À notre avis, il y a une première période transitoire, la période d'élaboration. Elle s'étend d'avril à septembre 1943, et ce n'est qu'en septembre que le comité prend sa tournure définitive.

La première réunion de cette préfiguration de comité a lieu avant le 1er mai. La chose est sûre. La diffusion de tracts communs l'atteste. Le 23 avril est donc une date convaincante. Il en sort trois tracts que l'on va retrouver dans les rues de Toulon le 29 et le 30 avril. Le premier répandu, en forme de communiqué et d'avertissement, dénonce deux scandales, celui des relations que certaines françaises nouent avec les soldats italiens (ce qui est significatif d'une réalité et du niveau de ressentiment à l'égard de ces occupants) et celui des cafés qui étalent un luxe indécent. Curieusement, ce tract - qui n'est pas du tout dans le style de la propagande communiste - ne porte que deux signatures, celles des MUR et celle du PCF, ce que nous ne pouvons expliquer<sup>12</sup>. A-t-il été conçu lors d'une réunion préparatoire où ils étaient représentés seuls ? Les socialistes ont-ils refusé de s'y associer ? Nous pencherions vers cette deuxième hypothèse. Des socialistes sont dans ce premier comité. Mais Paul Custaud est là au titre de la franc-maçonnerie et le syndicaliste Justin Portalis comme représentant du MOF. À ce titre, sans doute, ne s'estime-t-il mandaté que sur la préparation du 1er mai. Les deux autres tracts, par contre, sont signés par *Le Parti Communiste Français, les Mouvements de Résistance Unis, le Mouvement Ouvrier Français, le Parti Socialiste Français*<sup>13</sup>. Si l'initiative vient des MUR, le Parti communiste n'est pas en reste. La politique d'ouverture et de recherche d'alliances bat alors son plein. *La Vie du Parti* de février n'a-t-elle pas fait “ *une obligation à ses directions, à ses militants, de rechercher sans délai tous contacts possibles et utiles avec les dirigeants syndicaux anticollaborationnistes et antivichyssois* ”<sup>14</sup> ? Le 1er mai en offre l'occasion. Mais le PCF

---

discussions qui s'y sont déroulées.

12. Le tract, sans titre, ni signature, commence ainsi : “ *Les Mouvements de Résistance du Var (Combat, Franc-Tireur, Libération) et le PC appellent spécialement l'attention de la population...* ” (Toulon, 29 avril 1943).

13. Tracts “ *Vive le 1er mai d'union et d'action* ”, et “ *Ménagères, mères de famille* ” (Toulon, 30 avril, et, pour le second, que nous avons reproduit in *Le Var...*, *op. cit.*, document 89, Saint-Raphaël 5 mai 1943), d'origine communiste (manifester avec *La Marseillaise* et *Le Chant du départ*, multiplier les sabotages car l'insurrection nationale est inséparable de la Libération nationale).

14. Cité par S. COURTOIS, *op. cit.*, p. 345.

signe seul. On aura remarqué l'absence du Front national. Preuve supplémentaire de sa faiblesse locale, c'est aussi le signe d'une ligne politique qui se cherche encore à son sujet.

Les douze noms cités dans la liste officielle des membres du CDL ne participaient pas tous à la réunion du 23 avril. Quatre, au moins, en sont absents : Rigon (FN), Michel (PS, qui fixe à plus tard sa participation), Guès (PC), Cisson (Libération, qui n'a pas encore de responsabilités départementales). Sont certainement présents autour de Sarie, le président, et Arnal (Combat), Amigas et Lagier (même mouvement), Portalis (MOF et selon notre hypothèse PS). Il y a peut-être Custaud (franc-maçonnerie et PS) et, sans doute, Picoche (Combat qui met sur pied, à Hyères, un comité identique<sup>15</sup>), Léger et Uhlmann que la répression n'a pas encore enlevés (Libération et Franc-Tireur). Le PCF est certainement représenté par l'instituteur Henri Vincens, qu'Henri Michel donne comme participant aux réunions suivantes.

En effet, malgré la tourmente répressive qui fauche les MUR (affaire *Flora*), des pourparlers pour structurer ce rassemblement des forces se déroulent en mai. Une deuxième réunion a lieu en juin. Il y a quelques changements. Le PS est représenté par Henri Michel. Cisson a pris le relais pour Libération. Vincens (PC) amène à l'improviste semble-t-il, le représentant du Front national, mouvement dont l'existence serait inconnue des gaullistes et de Michel. Bien que sa présence soit mentionnée<sup>16</sup>, Fortoul (Franc-Tireur) n'est pas encore coopté, si l'on en croit, du moins, son témoignage où il affirme avoir été tenu à l'écart du CDL à ses débuts. Toujours dans le domaine des hypothèses, on peut penser que cette deuxième réunion porte peut-être sur la création des FUJ et certainement sur la manifestation unitaire du 14 juillet. L'absence d'appel signé en commun pour cette journée fait penser que l'on n'a pas pu arriver à un accord. La diffusion du tract "*A bas les affameurs*", signé d'un *Comité Varois de la Libération* ne doit pas faire illusion. Le texte émane des communistes seuls. Cette signature, nous la retrouverons dans les phases de tension entre les gaullistes et les communistes. Son apparition renforce notre hypothèse du désaccord. C'est le moment où le Parti communiste pousse à la création de Comités de la France Combattante et où *Rouge-Midi* de juillet cite en exemple celui de l'Isère et des Alpes Dauphinoises, ce qui n'est certainement pas le fait du hasard. D'autant que le comité en question, créé "*sur la base des accords intervenus entre le général de Gaulle et les représentants centraux des grands mouvements de Résistance*", est, en apparence, plus équilibré,

---

15. Son mouvement signe, à Hyères, un appel commun à manifester avec le FN ("*Ménagères*") signé "*Front national de Combat*" (sic).

16. H. MICHEL, *Quatre années ..., op. cit.*, source essentielle pour l'histoire du CDL.

avec une représentation limitée à Combat, Libération, Franc-Tireur, au PCF et au FN. Il est, à coup sûr, moins défavorable aux communistes que celui du Var<sup>17</sup>.

Pour l'instant, le rapport de force reste très favorable aux MUR et la ligne communiste ne vise pas l'affrontement. Le comité de Résistance prend sa forme définitive lors de la troisième réunion, celle du 1er septembre. Son importance est attestée par une correspondance entre Rigon, qui représente désormais le FN, et les chefs MUR. Elle nous apprend d'abord le titre exact du comité : Comité consultatif politique de la Résistance française du Var. La tâche a été répartie entre quatre commissions : presse, ravitaillement, politique et syndicats. Rigon, le 25 octobre, soit sept semaines après, ce qui donne la mesure de la lenteur des liaisons et des décisions, transmet l'accord du FN à ce sujet et avance les noms de plusieurs de ses militants pour participer aux commissions<sup>18</sup>. La composition du comité a pris les traits qu'elle conservera jusqu'à l'été 1944. Avec Rigon pour le FN et Fourtoul pour Franc-Tireur, Marius Guès *Fernand* devient le représentant du PCF. C'est ce comité qui se transforme tel quel en CDL.

### 3 - Le Comité départemental de Libération (CDL)

La transformation en CDL a lieu en octobre. Le Secrétariat général (SG) des MUR envoie plusieurs circulaires à ce sujet en quelques jours<sup>19</sup>. L'une d'elles, datée du 9 octobre, est confidentielle. Elle résume le projet de création des CDL et des commissaires de la République. Celle du 12 ajoute qu'il faut des comités dans tous les départements et qu'ils doivent être complétés par des comités régionaux, chargés de coordonner l'action au " jour J ", avant de céder la place aux commissaires de la République. Le 19, le SG précise que ceux-ci seront les chefs de région des MUR, ce qui montre bien à quel point les MUR entendent se confondre avec les institutions de la Résistance. Il ajoute que les Comités doivent être composés "de telle manière que la Résistance y conserve toujours la majorité". Il n'est pas question de conserver d'autres comités de niveau départemental - ce qui vise implicitement les Comités de la France Combattante -. Les éventuels comités de

17. *Rouge-Midi* n°9, article " Bravo les Dauphinois " (où l'on peut voir une ambiguïté dans la transcription de Franc-Tireur : " *Franc-tireurs* "). Cette annonce doit correspondre à la mise sur pied d'un exécutif à trois, sur proposition du délégué du PC, exécutif composé de deux communistes - PC et FN - et d'un membre de Combat (P. BOLLE, *op. cit.*, t. Flaureau, p. 66-69).

18. Arch. Amigas, lettre de P. Rigon du 25 octobre 1943 précisant que son " *comité est pleinement d'accord au sujet des décisions prises... à notre première réunion* ". H. Michel donne aussi une commission militaire (t. cit.) et Arnal va jusqu'à six commissions (*Nice-Matin*, 25 août 1969).

19. Arch. Amigas, note confidentielle du SG des MUR, résumant les grandes lignes du projet du CD sur les Comités de la Libération et les Commissaires de la République, 9 octobre ; idem 12 octobre à l' " Office des Mutilés ", *Précisions sur les Comités de la Libération*; idem, 19 octobre 1943, *Instructions concernant la prise de pouvoir au jour J*, 20 octobre.

Résistance qui ne subsisteront qu'aux échelons inférieurs n'auront aucune autorité légale. C'est ce que l'accord MUR-FN de janvier 1944 entérinera. Cette circulaire est accompagnée par une *Note concernant les Comités de la Libération* qui fixe leur composition : cinq à huit membres, sauf cas exceptionnels, dont trois à cinq choisis dans les organisations de Résistance et deux ou trois parmi les personnalités représentatives des tendances politiques traditionnelles du département.

Par son antériorité et sa composition, le comité varois fait partie des cas exceptionnels. Il conserve douze membres. Sarie qui vient d'être nommé préfet du Var à la Libération cède la présidence à Frank Arnal. Mais, participant toujours aux réunions, il garde une certaine autorité morale. Son rôle est surtout celui d'un conciliateur. Il est temps de décrire cet homme qui a marqué la Résistance varoise, en forgeant et préservant, vaille que vaille, son unité :

*“ Son accueil était toujours large, les bras grands ouverts, le sourire accueillant aux lèvres, aux yeux l'humidité de la tendresse. Tout en lui disait le brave homme : les précautions de langage prises pour ne froisser personne, les silences obstinés qu'il savait garder dans les passages dangereux des discussions, l'art véritable avec lequel il se déplaçait au milieu des camps hostiles en gardant un pied sur chaque bord ... De toute évidence, il était prêt à assurer tous les risques. Il se rendait bien compte que rien ne serait entièrement prêt au lendemain de la victoire, que dès le début s'installerait en maîtresse une anarchie certaine dont on le rendrait responsable et dans laquelle il s'userait. Mais il ne s'arrêtait pas à ce pessimisme prématuré. Sa tendresse naturelle était pleine de courage ”.*

Ces lignes sont d'Henri Michel. Sarie (**donner le pseudo dans le livre**) est l'homme pour lequel il éprouve le plus de sympathie, Cisson mis à part. Cependant, pour chaleureux qu'il soit, le portrait n'est pas sans réserve, et, à cette grande prudence, s'ajoutent une parole “ *peu sûre* ” et une pensée théorique “ *parfois incertaine* ”<sup>20</sup>.

Frank Arnal, président du CDL jusqu'à la Libération, fait preuve d'encore plus d'habileté. S'éveillant à l'ambition politique, il verse parfois dans l'opportunisme, aux yeux d'Henri Michel. Aussi trace-t-il de ce socialiste un portrait moins flatteur :

*“ Solide gaillard au regard volontaire, mélange curieux d'imprudences verbales et de réserve impénétrable... il était sensible aux variations de l'opinion... Tantôt il faisait risette aux communistes et tantôt il se séparait d'eux, parfois il se disait hautement socialiste et d'autres fois il regrettait non moins hautement que les partis politiques se*

---

20. H. MICHEL, *Quatre années...*, op. cit., p. 198-199.



*fussent reconstitués... Son rôle était surtout de conduire des débats difficiles et d'éviter les aigreurs, et les ruptures. Il y réussissait assez bien et, pour éviter les discussions pénibles, il avait pris l'habitude, bien que rien ne l'y autorisât, de traiter lui-même, et lui seul, beaucoup de questions importantes ”,*

particulièrement celles qui concernent les affaires militaires. Entre le résistant d'origine socialiste, non doctrinaire (“ *il manquait un peu de formation théorique* ”) et le socialiste résistant, l'accord est loin d'être parfait<sup>21</sup>. Homme de la Résistance, révélé par elle, avant d'être un homme de parti, Arnal a la religion de l'unité : “ *“ Union dans la Résistance ” disait-il alors* ”<sup>22</sup> devant la difficulté et, lorsqu'il reviendra sur ce passé résistant dans les années 1960-70, ce sera avec le souci - partagé par d'autres, par Juvénal notamment - d'exalter cette unité et d'occulter les tensions.

Amigas n'a pas inspiré les portraitistes. Il n'en est pas moins l'homme clé à cause de ses fonctions de secrétaire. Il est le lien obligatoire entre les deux tendances qui coupent bientôt le comité, lorsque les communistes essaient de secouer la pesante tutelle des MUR

Ceux-ci ont une large majorité, sept membres, puisqu'il faut ajouter aux trois précédents, Fortoul, Cisson, Picoche<sup>23</sup> et le docteur Elie Lagier. Ce dernier est là pour représenter la droite résistante. Henri Michel dépeint ce bourgeois franc-maçon, “ *ancien chirurgien, gros lecteurs de romans policiers et le plus grand fumeur de toute la planète* ”, sous des traits savoureux :

C'est

*“ le type même du méridional intelligent et paresseux. Il comprenait tout et ne lisait rien. Comme il passait ses journées à ne rien faire, il assouvissait sa passion pour les combinaisons de toute sorte... il était volontiers cynique, indulgent aux caponeries qui font faire l'argent et aux imprudences que provoquent l'amour. Au XVIIe siècle, on eût dit de lui qu'il était matérialiste... Il poursuivait toutefois avec une certaine continuité un plan qu'il croyait être d'envergure. Il voulait sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie. Il souffrait de la voir toute entière se perdre dans les mauvais chemins de*

21. H. MICHEL, *Quatre années...*, *op. cit.*, p. 196-197. Comparer avec J. CAZALBOU, *op. cit.*, p. 193 qui en fait un portrait plus concis, inspiré de Michel, mais il a bien connu Arnal, dénommé dans le roman, *Benjamin*, “ *un homme d'une stature imposante, au regard fier, sans dureté pourtant. Tout en lui dénotait la vigueur, le caractère... Son rôle n'était pas simple, qui l'obligeait à conduire les débats avec fermeté et avec souplesse* ”. Notons au passage que François Cuzin que cite Cazalbou n'a pas été membre du CDL du Var où il le place, mais de celui des Basses-Alpes.

22. H. MICHEL, *Quatre années...*, *op. cit.*, p. 197, formule reprise par J. CAZALBOU, *op. cit.*, p. 193.

23. Dépeint par H. MICHEL sous les traits de *Fenouil*, *op. cit.*, p. 191 (“ *il ne se plaisait pas dans les discussions d'idées où il avait l'impression de perdre son temps. Mais, placé devant un travail pratique à accomplir, il ne se laissait jamais décourager par les difficultés et il se mettait à la tâche avec ardeur, de toutes ses forces* ”).

*la collaboration ; il estimait que, par son action résistante, il la réhabilitait en partie. ”<sup>24</sup>*

Cisson est à l'opposé. Ce “ *saint laïc* ”<sup>25</sup> est, lui, un fils de bourgeois qui refuse l'aisance, un catholique selon Péguy, qui se donne aux autres, au peuple en particulier :

*“ C'était un ingénieur des travaux de l'Etat. Solide de corps, avec une encolure massive, faite pour la lutte, une large tête rougeaude au front rehaussé par la calvitie, il donnait cependant dès l'abord, une impression de bonté que ne démentait pas une connaissance plus approfondie. Sa tenue était plutôt négligée, de toute évidence considérée comme une affaire sans importance... Parfois, se dégageait de lui une subtile odeur de sacristie. ”*

L'homme est entier, pas fait pour la dissimulation. Attitude significative : dès la première rencontre, à Draguignan, Cisson, “ *mû par une belle confiance, et par beaucoup d'imprudence, se fit totalement connaître* ”<sup>26</sup>.

À cette majorité MUR, s'ajoute l'appoint des deux socialistes, Portalis et Henri Michel, et celui de Custaud qui joue, lui aussi, un rôle de conciliateur. C'est probablement à lui que songe Henri Michel en décrivant le délégué du CDL aux affaires militaires :

*“ Ancien officier qui avait quitté l'armée parce que ses opinions républicaines s'alliaient mal avec les tendances politiques ouvertement affichées dans le haut état-major ”,*

gardant “ *toujours la nostalgie de son premier métier* ”, cherchant à écarter de la direction de l'AS “ *les officiers à tendance dictatoriale* ” et à “ *appeler ceux dont les opinions républicaines étaient certaines ..., d'aspect réservé, quoique souriant, parfois distrait - mais on se demandait toujours si ce n'était pas à dessein- souvent ferme et peu pénétrable* ”<sup>27</sup>. Le portrait correspond assez bien à celui que le CDL met aussi à la tête de la commission politique, celle des affrontements entre tendances.

24. H. MICHEL, *Quatre années...*, *op. cit.*, p. 195-196. On aura remarqué que le portrait s'inspire aussi d'Aristide Briand. Michel poursuit en le présentant (sous les traits de *Lambert*) comme opposé aux réformes sociales (à la différence des autres membres du comité) et défenseur ardent de l'intérêt privé. Cazalbou qui l'a bien connu après-guerre, puisqu'ils animaient tous les deux la fraction du MLN favorable à la fusion avec le FN le présente aussi comme un dilettante voltairien, volontiers intrigant, attaché à son confort, mais “ *profondément généreux* ” et “ *partisan d'un capitalisme à visage humain* ” (*op. cit.*, p. 194, surnommé *Langeais*).

25. L'expression est de son ami, le Dr German (tém. 1980).

26. H. MICHEL, *Quatre années ...*, *op. cit.*, p. 119 (sous les traits de *Tisserand*). Mais l'œil de verre qui lui vient de la guerre impressionne certains de ses interlocuteurs (tém. M. Guès 1980).

27. H. MICHEL, *Quatre années...*, *op. cit.*, p. 194 : si, pour les autres portraits, le doute n'est pas permis, l'assimilation de Custaud à *Crémeneau*, l'ancien officier en question, (dont l'un des principaux chagrins aurait été de ne pas devenir “ *commandant de réserve à la suite du coup d'état de Vichy* ”) est moins certaine, quoique la plus vraisemblable.

Les communistes ont deux hommes, Rigon et Guès. Leurs interlocuteurs au CDL se rendent bien compte qu'ils sont avant tout des "transmetteurs", même s'ils ont du mal à imaginer le fonctionnement de l'organisation communiste qui diffère tant de leur propre expérience. Rigon est, par ses fonctions de représentation, l'intermédiaire obligé entre les deux tendances, celui qui continue à assurer la liaison avec Amigas et Custaud, même lorsque la crise coupe pratiquement le CDL. Guès, dévoué et modeste ouvrier de l'arsenal, sera toujours l'inconnu du CDL. Les autres membres ne connaîtront jamais sa véritable identité. Il rentrera dans l'anonymat après guerre, tant et si bien que la plaque commémorative du *Clos Lagier*, apposée en 1974, fait erreur sur son prénom et son pseudonyme, alors que *Fernand* vit toujours dans sa petite maison de Saint-Jean-du-Var, ignoré de presque tous<sup>28</sup>. Henri Michel le décrit avec lucidité, mais avec un peu de condescendance. Ce militant, doublement de l'ombre, forme, avec sa femme, l'un de ces couples qui servent de base à la reconstruction de l'organisation communiste dans la clandestinité. Généreusement, sans grand souci du cloisonnement, avec un désintéressement total, sans ambition d'aucune sorte, leur maison est largement ouverte à tous les clandestins. Sympathisant communiste avant-guerre, syndicaliste de base, Guès a adhéré au Parti pendant la clandestinité et parce qu'il était réprimé. Il a accepté le rôle ingrat (et dangereux) d'être le représentant du PCF au CDL Sa modestie dénote dans cette réunion :

*" C'est un bon type d'ouvrier à figure ronde, rouge et loyale. Il ne comprend pas toujours très vite et, à l'application avec laquelle il prend des notes, on devine qu'il n'est là qu'en observateur. Certainement ce n'est pas un chef communiste, c'est une doublure "*

et Henri Michel de s'extasier sur la facilité avec laquelle le Parti communiste peut " trouver autant de gens résignés à rester tapis dans l'ombre, à jouer les Pères Joseph ". Pense-t-il à son propre parti en s'exclamant :

*" Quel dévouement, quelle abnégation, cela suppose ! " ?<sup>29</sup>*

Le CDL fonctionne surtout par commissions. Il y a peu de réunions plénières, un par mois, selon Picoche, tous les dix jours, d'après Michel (ce qui paraît beaucoup). Organisation du Service maquis, préparation du 11 novembre, fonctionnement du Service social occupent les premières séances. Seul témoignage précis sur le travail du CDL, celui d'Henri Michel est trop marqué par l'amertume de l'après-guerre pour être totalement convaincant, encore qu'il n'y ait rien d'invraisemblable dans cette description de réunions

---

28. La plaque porte Guès François *François* qui est le pseudonyme que lui donne H. MICHEL dans son roman.

29. H. MICHEL, *Quatre années ...*, op. cit., p. 188.

assez anarchiques, tenues avec de moins en moins de précautions, “ à dix ou douze, sans aucune garde, ni surveillance ”<sup>30</sup>, où l'on perd trop de temps en congratulations, digressions et discussions interminables. “ Un nombre infini de discussions n'aboutissaient à rien, car elles portaient à faux sur un quiproquo ”<sup>31</sup>.

Les rapports se tendent peu à peu, dominés par le problème politique majeur, celui de savoir quelle attitude adopter face aux propositions et à l'action des communistes. Car le concurrent minoritaire marque des points, même au sein du comité. Grâce au sérieux de leur travail préparatoire, Rigon et Guès prennent de plus en plus de place,

“ si bien que, quoique incontestablement inférieurs en valeur personnelle aux autres membres du Comité, ils finissaient, par leur cohésion et leur discipline, par diriger pratiquement les débats et par imposer leur point de vue. ”<sup>32</sup>

C'est un peu exagéré et vaut surtout pour 1944.

On en n'est pas encore là à l'automne 1943. Les relations sont plus confiantes, mais, malgré le déséquilibre des forces, le débat politique est ouvert. Qu'aucun texte commun ne soit diffusé avant avril 1944 est assurément le signe des difficultés rencontrées.

#### 4 - L'envers du mythe

La mémoire résistante a voulu présenter, après-guerre, une résistance politiquement unie. Comme à l'âge d'or, les témoins se réfèrent volontiers à ces temps heureux (sur ce plan) de la clandestinité où les passions politiques s'effaçaient devant l'indispensable union dans le combat commun, où la “ politique ” ne venait pas diviser les gens. Ce discours implicite sur les désunions de l'après-Libération, devenu discours nécessaire pour forger le mythe, cache une réalité plus complexe et des rapports moins idylliques. Seul Henri Michel (par anticommunisme surtout) évoque, sans trop s'y appesantir, la désunion<sup>33</sup>. Arnal, par contre, dès 1949, ne veut plus retenir plus que l'unanimité régnant au CDL entre octobre-novembre 1943 et juin 1944 et ne relève qu'une empoignade PC-PS, à la deuxième réunion, déjà à propos de la préparation de la Libération (ce qui paraît tôt). Quelques années plus tard, la statufication de la Résistance impose un gommage total des divergences :

30. H. MICHEL, *Quatre années...*, *op. cit.*, p. 189. La seule mesure de prudence étant de changer de lieu de réunion jusqu'au moment où le “ stock ” de villas et appartements amis (qui sont souvent ceux de militants connus, comme Sandro, Verniéri, Custaud, etc.). Liste in V. MASSON, *op. cit.*, p. 41-42. On peut juger de la sévérité de la description d'H. MICHEL (en 1945) par ses lignes : “ Au début tous se faisaient confiance, s'admiraient mutuellement, se regardaient avec complaisance... Peu à peu, les rapports s'aigrirent, des conflits sourds, nés d'obscurcs humeurs intestinales ou glandulaires, s'établirent solidement ” (p. 189).

31. H. MICHEL, *Quatre années...*, *op. cit.*, p. 190.

32. H. MICHEL, *Quatre années...*, *op. cit.*, p. 190.

33. H. MICHEL, *Quatre années ...*, *op. cit.* et tém. cit.

*“ Les décisions prises prouvèrent l'identité de vue et furent toujours sanctionnées par un accord unanime empreint de confiance et de détermination. ”*<sup>34</sup>

Les témoignages fournis par la suite reflètent cette même volonté<sup>35</sup>.

Pourtant, dès l'automne 1943, il y a bel et bien des divergences, même si elles n'ont pas encore le tour aigu qu'elle prendront par la suite. Elles sont aiguillonnées par la croyance à l'imminence possible du débarquement et le recul de l'hégémonie MUR. Les socialistes se sont décidés à adopter une attitude plus offensive. Les communistes s'emploient à dénoncer l'attentisme. La “ guerre des titres ” entre les journaux des MUR et du FN va bientôt s'ouvrir. Cette situation déjà conflictuelle se répercute sur le travail des commissions et dans les réunions plénières. Il n'est pas question pour les communistes de s'engager à ne publier que des textes approuvés par les autres composantes du CDL. Ils ne veulent pas renoncer à la possibilité de lancer des grèves ou des manifestations populaires de leur propre initiative et sans l'assentiment obligatoire du CDL<sup>36</sup>. Ils entendent préserver leur autonomie politique et militaire, au moment où leur stratégie et les sacrifices consentis se révèlent enfin payants. En revanche, ils essaient d'associer le Comité aux campagnes qu'ils engagent et “ *l'un des premiers accrochages sérieux* ” se produit à propos du sabotage de la flotte que le PCF, par FN interposé, veut faire commémorer. Le transfigurant en acte de Résistance pour les besoins de l'union nationale qu'il préconise, sa vision heurte celle de ses partenaires. Le FN tentera, sans succès, de commémorer seul.

Henri Michel préside la commission de la propagande. Elle est dédoublée en une sous-commission “ technique ”, essentiellement MUR, où l'on prépare la presse de la Libération, comme on l'a vu, et une sous-commission politique à laquelle participe l'instituteur Forestier pour le FN (et le PC). C'est là que doit être rédigée la propagande commune. Or, durant plusieurs mois, elle n'aboutira à rien. Du côté MUR et socialiste, on se refuse à adopter les textes préparés que le délégué communiste apporte et qu'il n'a pas mandat de modifier. Du côté communiste, on entend préserver l'autonomie de la propagande du Parti et de ses organisations. Il faut attendre le mois d'avril 1944 pour que paraisse enfin un texte commun, “ *Appel à la population varoise* ”, le seul signé *Comité départemental de la Libération*, et c'est pour annoncer... la création de ce comité qui existe depuis presque un an ! Par Henri Michel, on devine la difficulté qu'il y a eu à l'élaborer :

---

34. Allocution de F. Arnal pour le 30e anniversaire de la Libération et l'inauguration de la plaque commémorative du CDL, le 7 septembre 1974, article dans *Nice-Matin*, op. cit., et, pour 1949, tém. cit.

35. Tém. Arnal, Sarie et Picoche, *Synthèse de l'action des MUR et des maquis du Var*, s.d., dactyl. (Fonds Masson), et L. Picoche, rapport..., op. cit.

36. H. Michel, tém. cit.

*“ On décida alors de se contenter d'annoncer la formation du comité, en énumérant les organisations qui le constituaient pour donner l'impression d'une organisation cohérente et puissante. Il fallut discuter plus d'un mois pour pouvoir y inclure une phrase indiquant qu'aucun mouvement de grève ou de révolte ne serait valable s'il n'était pas commandé par le comité tout entier. ”<sup>37</sup>*

Le témoignage est confirmé par l'analyse de ce texte composite qui additionne les concessions réciproques : refus de l'attentisme d'un côté, mais, de l'autre, assurance que l'appel à l'insurrection sera donné par le comité tout entier. Il est la première et la dernière concrétisation sur le terrain de la propagande d'une unité qui se défait peu après son élaboration et qui est, d'ailleurs, si fragile que *La Provence Libre*, le journal du FN, ne publie qu'un texte tronqué<sup>38</sup>.

D'autres motifs de contentieux alourdissent l'atmosphère. La question des évacuations oppose les communistes et leurs partenaires. Le PCF voudrait que le CDL prenne position contre elles. Autour de cette question, s'affrontent les deux conceptions de l'IN, celle qui fait de la Résistance l'auxiliaire en rase campagne des troupes débarquées et celle qui conçoit le combat urbain, l'action de masse et le contrôle des villes comme des éléments essentiels de l'insurrection, qui, elle-même, n'est pas forcément dépendante du débarquement. La représentation de la CGT est une autre pomme de discorde. Forts de leur réenracinement dans le monde ouvrier, appuyés sur les succès obtenus à Toulon et à La Seyne, les communistes sont fondés à contester le représentativité de Portalis. Reconstituant la CGT clandestine, avec d'anciens confédérés, ils demandent et finissent par obtenir son remplacement, profitant de la contradiction entre les socialistes qui n'en veulent pas et les représentants MUR qui l'acceptent (un peu trop facilement aux yeux d'Henri Michel). Portalis doit céder la place, vraisemblablement au début 1944, à l'unitaire Vidal *Percier*, de La Seyne, l'un des membres du triangle régional de la CGT, que Rigon avait proposé en octobre pour faire partie de la commission syndicale.

Si les MUR reculent sur ce point et acceptent le renforcement de la représentation communiste que cela entraîne, ils sont, par contre, résolument hostiles à la mise en place d'un “ noyau actif ” (c'est-à-dire d'une direction collégiale du CDL, ou plutôt de sa réduction à quelques éléments représentatifs). Ce problème empoisonne les relations entre les deux courants, et donc la vie du CDL, jusqu'en juin 1944 (et après). Le conflit remonte jusqu'à

37. H. Michel, tém. cit., précise que, par la suite, le délégué communiste ne vient plus et que la commission tombe en sommeil. Mais les discussions ont lieu en séance plénière.

38. Texte publié en annexe et déjà publié in J.-M. GUILLON, *Le Var de 1914...*, op. cit., document 74. La partie supprimée dans *La Provence Libre* d'avril 1944 est évidemment le paragraphe soumettant l'appel à l'insurrection au comité tout entier.

Closon, le délégué national de la France Libre, qui reçoit un rapport à ce sujet, peu avant son départ pour Londres, sans doute vers mars 1944. Ce texte évoque à la fois ce problème et celui de la représentation de la CGT en les faisant remonter à la troisième réunion du CDL, probablement fin novembre ou décembre 1943 : à cette réunion,

*“ le PC est venu avec instructions impératives pour ne participer qu'à un noyau actif à 4 (PC-FN-CGT-MUR). Le FN a contesté la qualité du représentant CGT et a prétendu que l'U.D. des Syndicats Ouvriers, réunion qui n'existe qu'au bas de leurs tracts, devait être autorisée à désigner un représentant dans le Comité.*

*A la suite de ces incidents, les réunions ont été suspendues. J'ai donné (Sarie est certainement l'auteur du rapport) des conseils pratiques pour la reprise de la discussion avec le PC et préconisé de reprendre le travail en le convoquant chaque fois. L'impression de chacun était que si les MUR ne cédaient pas, le PC reviendrait. ”<sup>39</sup>*

Aux quatre membres proposés par les communistes, les MUR en opposent six (deux MUR, CGT, PS, PCF, FN). C'est une question capitale qui est ainsi posée, celle du pouvoir au sein de la Résistance politique. Et si les uns entendent la conquérir, les autres ne veulent pas la perdre. Le conflit est résolu, momentanément, par le changement du représentant de la CGT. Mais cette première rupture annonce celle d'avril, car le problème du noyau actif reste posé.

Le problème n'est pas que varois. Il est d'actualité partout. Dans les Alpes-Maritimes, il est sur la table dès la création du CDL, en décembre. Si la représentation de la CGT s'y résout dans le même sens que dans le Var, les dissensions autour du noyau actif contiennent en germe l'éclatement ultérieur du comité<sup>40</sup>. Ce différend paralyse le CDL des Bouches-du-Rhône, à peine né. *La Marseillaise* (FN) n°3, du 20 janvier 1944, annonce sa création en limitant ses participants aux MUR, au PCF, au FN et à la CGT unifiée. Mais le PS est lui aussi présent et Juvénal, son président, propose, comme dans le Var, un noyau de six membres avec deux MUR, là où les communistes n'en veulent qu'un. Il fait la part du feu, en attendant l'arbitrage prévu. Une circulaire du SG des MUR, diffusée “ à titre documentaire ” dans tous les départements, le 22 avril, fait l'historique du conflit des Bouches-du-Rhône et propose la solution apportée comme une sorte de modèle. Elle rappelle d'abord que les désaccords, posés lors de la réunion préparatoire du 28 février 1944, présidée par Leenhardt, portaient sur la représentation des MUR et celle, contestée, du PS.

39. Cité par F.-L. CLOSON, *op. cit.*, p. 182.

40. J.-L. PANICACCI, “ Le Comité Départemental... ”, *op. cit.*, p. 79 et J. GIRARD, *op. cit.*, p. 95.

Or, le 11 mars, le comité de coordination de zone Sud a entériné la position des MUR, à ceci près que la représentation du PS est laissée en suspens, le PC ayant obtenu une enquête. Mais, le 18 avril, la commission nationale des CDL vient d'accorder au PS sa représentation au noyau actif pour équilibrer celle de la CGT<sup>41</sup>.

La situation varoise n'est pas indépendante de la partie de bras de fer générale qui s'est engagée entre PS et PC et leurs alliés. Tout se tient. Les MUR, sur la défensive, durcissent leur position face au PC. La *Note confidentielle*, citée par Henri Noguères, le prouve<sup>42</sup>. Elle préconise un noyau de trois à cinq membres, la seule condition étant “ *de ne laisser à aucun prix le PC et ses filiales en contrôler la majorité* ”. Les MUR doivent dominer, directement ou indirectement - par exemple, par le biais d'un représentant des milieux non MUR ou de celui de “ l'action ” - et leur réduction à un seul représentant n'est admise que s'il en va de même pour le P.C-FN. On le voit, la situation n'est pas tout à fait celle que l'on a l'habitude de présenter, opposant à un PC tactiquement dominateur des MUR politiquement “ naïfs ” ou philocommunistes.

Les communistes se sont raidis, eux aussi. Closon, avec d'autres, le constate<sup>43</sup>, sans toujours reconnaître que cette évolution traduit celle des rapports de force au sein de cette microsociété hautement politique qui dirige la Résistance. On peut suivre Michel Debré dans son analyse des “ *disputes internes de la Résistance* ” : elles “ *révèlent, écrit-il, pour une part nos divisions. Elles expriment pour une autre part les ambitions des hommes. Elles traduisent enfin les visées du PC* ”<sup>44</sup>, à condition de préciser que le PC n'est pas seul à avoir des visées et qu'elles ne sont pas plus illégitimes, compte tenu de l'activité clandestine qui les sous-tend, que celles qu'elles heurtent.

On ne connaît pas le détail des discussions varoises autour du noyau actif. On les présume âpres, mais les témoins glissent sur le sujet. Custaud confirme le refus du noyau de quatre membres, proposé par les communistes. Le remplacement du représentant de la CGT ne fait pas qu'entériner le rapport de force au sein du monde ouvrier. Il ne fait pas que reconnaître la représentativité de ceux qui avait la majorité en 1939, comme le recommandent les MUR<sup>45</sup>. Il entre aussi dans le cadre des négociations sur le noyau actif. Le PCF fait alors une autre proposition, celle d'un noyau de cinq membres (MLN, PS, PCF, FN,

---

41. Arch. Amigas, circulaire du 22 avril 1944 : le désaccord porte aussi sur le comité plénier du CDL où les MUR veulent trois représentants, alors que PCF et le FN ne leur en accordent que deux et refusent un représentant de droite.

42. H. NOGUÈRES, *op. cit.*, t. 4, p. 350.

43. F.-L. CLOSON, *op. cit.*, p. 156.

44. M. DEBRÉ, *op. cit.*, p. 264.

45. *Note confidentielle* déjà citée, H. NOGUÈRES, *op. cit.*, t. 4, p. 350.



CGT). Mais, en lui assurant encore la majorité, elle reste inacceptable pour ses partenaires<sup>46</sup>. La situation est bloquée. Ni les uns, appuyés sur leur antériorité, ni les autres, confortés par la poussée qui leur est favorable, ne peuvent ou ne veulent reculer. Il y a rupture de fait. En avril 1944, le CDL est coupé en deux, malgré le talent conciliateur ou manœuvrier de Sarie et Arnal.

Les relations ne sont pas rompues. Personne ne peut se le permettre, et, sans doute, ne le souhaite vraiment. Mais le contentieux est aggravé par d'autres motifs de discorde. Certains sont dérisoires, ce qui ne les empêchent pas de remonter au CNR (ce qui prouve notamment que le cas varois est sérieux). C'est à ce moment-là que les socialistes font circuler un texte communiste, censé émaner du " *Comité Central du PCF* ". Il est intitulé " *Bulletin n°37 de septembre 1943. L'autodéfense de la Révolution Proletarienne, exclusivement réservé comme document aux militants* ". On ne connaît pas sa teneur, mais, considéré, sans doute avec raison, comme un faux, il suscite la colère du PCF qui n'a pas de mots assez durs pour caractériser l'attitude socialiste. L'affaire arrive au niveau du CNR en août 1944 !<sup>47</sup>

Plus sérieux, est le problème municipal, car il se situe, lui aussi, au niveau des enjeux de pouvoir. Socialistes et communistes se déchirent sur la question des municipalités à mettre en place à la Libération. Elle met à l'épreuve les relations avec certains membres des MUR qui, l'ambition aidant, ne voient pas d'un mauvais œil la remise en cause d'un parti qui se reconstitue à peine. Le CDL s'est préoccupé de la question dès ses premières réunions. Ainsi, pour Toulon, il a désigné le leader SFIO, alors incontesté, le docteur Risterucci, comme le futur maire de Toulon. Pour les autres communes, il a chargé la commission politique d'y pourvoir. C'est son principal travail et, lorsque parvient la circulaire du SG du MLN (ex-MUR) du 22 avril 1944 à ce sujet<sup>48</sup>, il est, si l'on peut dire, largement entamé, tellement d'ailleurs que son règlement s'est grippé aussitôt sur le cas de La Seyne, principal enjeu de bataille entre le délégué communiste et le socialiste Henri Michel. Celui-ci défend le fief socialiste d'avant-guerre, la chasse gardée de son camarade Lamarque qui est précisément celui dont l'autre camp veut absolument l'élimination. La commission ne peut que faire un constat d'échec.

---

46. H. Michel, tém. cit.

47. Musée de la Résistance, Ivry, dossier Var : texte du CC du PCF du 2 août 1944, dénonçant, comme un faux de la Gestapo, ce bulletin. Il saisit la commission des CDL du CNR qui, le 9 août, demande au CDL du Var de dénoncer " *cette tentative nazie destinée à briser l'unité de la Résistance Française* ". La commission en profite pour attirer l'attention de tous les CDL sur " *les tentatives de division* " des hitlériens et la nécessité de les briser...

48. Arch. Amigas.

Au printemps 1944, deux remarques s'imposent en ce qui concerne le CDL. Une première remarque est de portée générale. La création de ces comités a revalorisé l'échelon de décision départemental. Jusque-là, la Résistance MUR a privilégié les directions régionales. Elle y reste très attachée<sup>49</sup>. Elles sont toujours les organes déterminants sur le plan de la stratégie, politique ou militaire. Les CDL ne les dépossèdent pas et s'intègrent dans l'organigramme régional. Mais les MUR se sont convaincu de la nécessité de créer un véritable pouvoir départemental capable de diriger la Résistance locale dans les conditions de la Libération (morcellement du pays, rupture des liaisons). Cette raison, favorisée par les ambitions locales et une paradoxale volonté de continuité républicaine (qui tranche sur le discours révolutionnaire, il est vrai jacobin<sup>50</sup>) paraît sérieuse. Le rôle primordial des CDL sera donc d'assurer le pouvoir à la Libération et, en attendant, de superviser sa préparation, y compris militaire.

Mais, deuxième constat, plus local sans doute, encore que l'état de division varois soit répandu, la préparation de la Libération se fait en ordre dispersé. Si les contacts politiques ne sont pas rompus, les relations militaires - nous restons là au niveau de commandement - sont nulles. Chacun suit sa propre stratégie et sa propre tactique. Le CDL/MUR prépare la mobilisation pour le " jour J " avec le commandement de l'AS. Il s'attache, en particulier, à la sauvegarde du maquis *Vallier* et à la mise en place du maquis prévu au nord de Toulon. Le PCF creuse le sillon de l'insurrection nationale. Entre les deux, la concurrence s'aiguise, exacerbée par les conditions de l'épuisante vie clandestine que mènent les chefs, menacés quotidiennement, surchargés de responsabilités et conscients du rôle historique qu'ils jouent.

\*

\* \*

Rivalités politiques (qui ne sont pas méprisables) d'un côté, formidable besoin d'unité de l'autre, de la part d'un peuple qui se sait enfin rassemblé et qui est à mille lieues de se douter de ces dissensions. Personne n'entend d'ailleurs les pousser jusqu'à la rupture irrémédiable. La volonté de parvenir, malgré tout, à une entente domine aussi bien les sentiments des hommes que la stratégie des partis et des mouvements. Tant de facteurs y poussent ! Et pas seulement ceux qui proviennent de la base. Du CNR comme de la direction du MLN

---

49. F.-L. CLOSON, *op. cit.*, p. 138.

50. Même remarque pour les communistes où le niveau important est l'interrégion, mais où l'on ne tire pas les conséquences politiques et administratives qui paraissent logiques.

parviennent des notes qui ne cessent de prôner l'unité<sup>51</sup>. L'interrégional FTPF critique ses camarades pour n'avoir pas établi de liaisons avec l'AS<sup>52</sup>. Les nécessités militaires rendent indispensable l'unification des forces au moment où le combat décisif, que personne ne peut assumer seul, commence. Pris entre la pulsion unitaire, la logique stratégique et la volonté de s'assurer une juste part du pouvoir politique, les deux courants majoritaires dans la Résistance hésitent, s'interrogent, poussent des pions. Mais ils ne maîtrisent pas toutes les données. Les perceptions ne sont pas les mêmes au divers niveaux de responsabilités. Et les évolutions sont si rapides...

L'organisation et la stratégie des MUR ne sont-elles pas en train d'être bouleversées ? Mais ce changement n'est-il pas une conséquence de l'entrisme et, donc, un autre aspect de la poussée communiste ? Et s'il était possible de lancer l'IN avant le débarquement ? Que font les divers réseaux qui ne s'intègrent guère aux structures unitaires créées ? Quel est le jeu de l'ORA et de la SAP qui viennent brouiller encore une situation complexe ? Que veulent les Alliés ? Et Londres ? Et puis, comment ignorer l'impondérable, la menace qui plane et qui, à tout moment, peut venir remettre en question les positions que l'on pensait acquises ?

---

51. Arch. Amigas

52. Arch. privées, note du 24 mai 1944 à la zone.